

MARCHES PUBLICS

*MARCHES DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES ET DE LEURS
ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX*

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.) PORTANT SUR LA
MAINTENANCE DU RESEAU
D'ECLAIRAGE PUBLIC DONT
L'EXECUTION SERA ORDONNEE
PAR BONS DE COMMANDE (Article
77 du code des marchés publics)**

ASSISTANT AU MAÎTRE D'OUVRAGE :

ES SERVICES ENERGETIQUES - Pôle lumière

BIONDI Alexis

tél. : 03.88.18.74.61

5, rue André-Marie Ampère

Fax : 03.88.20.65.78

67 450 Mundolsheim

E-mail : alexis.biondi@services.es.fr



**Collectivité
territoriale :**

VENDENHEIM



Objet du marché :

Maintenance du réseau d'éclairage public et petits travaux
d'entretien

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la maintenance du réseau d'éclairage public et petits travaux d'entretien de la collectivité territoriale désignée en page 1 du présent document. Les spécifications et la consistance des prestations sont déterminées dans le cahier des clauses techniques de maintenance du réseau d'éclairage public. Le marché est à bons de commande.

Temps impératif de réponse :

- **Urgence 1** : voir 3.4.2 du cahier des clauses techniques (CCT) de maintenance du réseau d'éclairage public
- **Urgence 2** : dans le délai maximum indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.
- **INTERVENTION POUR PETITS TRAVAUX** : selon le bon de commande de la commune

NORMES :

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes homologuées en Europe ou aux autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux dans les conditions prévues au décret n° 84-74 du 26 janvier 1984 fixant le statut de la normalisation.

DUREE DU MARCHÉ :

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification par le pouvoir adjudicateur au titulaire. Il est expressément renouvelable trois fois par période d'un an sans toutefois que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Il sera ensuite reconduit tacitement à chacune de ses dates anniversaires pour trois périodes successives d'un an sauf :

- résiliation par la collectivité territoriale ou le titulaire ; si la personne responsable du marché ou le titulaire décide de ne pas reconduire le marché pour une période suivante, sa décision sera notifiée par lettre recommandée avec A.R au moins trois mois avant la date anniversaire de la période concernée et le titulaire restera engagé jusqu'à la fin de cette période. En l'absence de réception dans le délai précité, par la collectivité territoriale ou par le titulaire, de décision refusant la reconduction, la collectivité territoriale et le titulaire seront réputées avoir accepté la reconduction.
- résiliation anticipée conformément au cahier des clauses administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par le décret n° 77-699 du 27/05/77 modifié sans son chapitre VII).

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de la collectivité territoriale fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques (CCT) de maintenance du réseau d'éclairage public ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par le décret N° 77-699 du 27/5/77 modifié sans son chapitre VII).

ARTICLE 3 : DELAIS D'INTERVENTION – TEMPS IMPERATIF DE REPONSE

LOT 1 :

En ce qui concerne la maintenance préventive systématique et en ce qui concerne la mise en sécurité (urgence 1), le temps impératif de réponse du titulaire est indiqué à l'article 3 paragraphe 3.4 du cahier des clauses techniques de maintenance du réseau d'éclairage public.

Le temps impératif de réponse concernant l'urgence 2 est indiqué dans l'acte d'engagement.

LOT 2 :

Pour chaque demande d'intervention :

Le délai est précisé par la collectivité territoriale dans chaque bon de commande.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION

Chaque bon de commande précise les prestations qui sont décrites dans le marché et dont l'exécution est demandée ; il en détermine la quantité, l'urgence et le lieu d'exécution.

ARTICLE 5 : DUREE DU SERVICE APRES-VENTE ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Le titulaire s'engage à assurer le service après-vente et l'assistance technique dans les conditions et pendant la durée prévues dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : PRIX ET MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX

7.1. Forme des prix

Les prix unitaires figurant dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations objet du présent marché y compris celles qui résultent des obligations imposées au titulaire par les différents documents contractuels du marché ainsi que les frais généraux, impôts et taxes et assurés au titulaire une marge pour risque et bénéfice. Ils sont indiqués dans le marché H.T. à la valeur ajoutée (TVA).

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires en Euro figurant sur l'acte d'engagement seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

7.2. Type de prix du marché

Le marché est traité à prix unitaires fermes.

ARTICLE 8 : MODE DE PAIEMENT

Mandat administratif.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REGLEMENT

9.1. Conditions administratives et techniques auxquels sont subordonnés le mandatement et le paiement :

Le titulaire adresse à la personne dont les coordonnées sont les suivantes :

ES SERVICES ENERGETIQUES - Pôle lumière

BIONDI Alexis : E-mail : alexis.biondi@services.es.fr

tél. : 03.88.18.74.61 ; Fax : 03.88.20.65.78

5, rue André-Marie Ampère ; 67 450 Mundolsheim

Une facture libellée au nom et à l'adresse de la collectivité territoriale et établie en 3 exemplaires précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes sur la base des relevés d'intervention qu'il a transmis à ES SERVICES ENERGETIQUES - Pôle Lumière préalablement à l'établissement de la facture ;

Cet envoi est opéré :

- a) en ce qui concerne la maintenance préventive systématique, après l'expiration du délai de 90 jours de calendrier imparti au titulaire à compter de la date de notification à ce dernier du marché pour effectuer les visites et interventions de maintenance préventive systématique ;
- b) en ce qui concerne la maintenance corrective, à la fin de chaque trimestre civil au cours duquel cette maintenance corrective a été effectuée.
- c) en ce qui concerne les petits travaux, à la fin de chaque mois civil au cours duquel cette intervention a été effectuée et réceptionnée.

Cette facture est vérifiée par ES SERVICES ENERGETIQUES qui la transmettra après cette vérification à l'entreprise qui devra déposer l'ensemble de ces éléments sur la plateforme informatique CHORUS <https://chorus-pro.gouv.fr> (facture et les documents comprennent les observations et propositions écrites d' ES SERVICES ENERGETIQUES).

9.2. Règlement des comptes du titulaire

Le délai global de paiement est celui indiqué dans l'acte d'engagement. Le point de départ de ce délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'Assistant au Maître d'Ouvrage.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par l'ordonnateur. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date.

En cas de versement d'une avance forfaitaire, le délai global de paiement de celle-ci court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché transmis au titulaire par l'Assistant au Maître d'Ouvrage, ou à défaut à partir de la date de notification du marché.

Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens de l'article 15 du décret n° 65-97 du 4 février 1965.

Si le marché est conclu avec des entrepreneurs groupés solidaires, la date qui commence à courir pour le délai global de paiement est la signature de la facture par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

9.3 Règlement des comptes du sous-traitant

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant court à partir de la réception par l'Assistant au Maître d'Ouvrage de sa demande de paiement, telle que transmise par le titulaire du marché.

9.4. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus à l'acte d'engagement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A).

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte et du solde toutes taxes comprises et après application des clauses de pénalisation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

En outre, il est fait application du décret 2002-232 du 21 février 2002 (Journal Officiel du 22 février 2002).

9.5. Avance forfaitaire : une avance dite « avance forfaitaire » est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues par l'article 87 du code des marchés publics.

9.6. Avance facultative : aucune avance dite « avance facultative » ne sera accordée.

9.7. Acompte : les prestations qui ont donné lieu à un commencement du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne doit en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Ce maximum est ramené à un mois lorsque le titulaire du marché est une petite et moyenne entreprise dans les conditions prévues par l'article 89 du code des marchés publics ou une société coopérative de production.

ARTICLE 10 : DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

ARTICLE 11 : CONDITION D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont exécutées par sondage par

toute personne habilitée par
ES SERVICES ENERGETIQUES
à l'issue de l'exécution des prestations par le titulaire.

ARTICLE 12 : PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire étant soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, les modalités d'application et disposition de ces textes sont notamment les suivantes :

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises : (cocher la case qui convient)

- ☒ au décret n° 92-158 du 20 février 1992
☐ à la loi n° 931418 du 31 décembre 1993 et de ces textes d'application en matière de prévention, hygiène et sécurité.

ARTICLE 13 : PENALITES

1. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont les suivantes lorsque le délai d'intervention est dépassé, le titulaire encourt, de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour de calendrier de retard de :

- ⇒ 150 Euros h.t pour la maintenance préventive (LOT 1) étant précisé que tout jour entamé est considéré comme un jour entier.
- ⇒ 150 euros h.t pour la maintenance corrective (LOT 1) étant précisé que tout jour entamé est considéré comme un jour entier.
- ⇒ 150 euros h.t pour les petits travaux d'entretien (LOT 2) étant précisé que tout jour entamé est considéré comme un jour entier.

2. Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalités d'indisponibilité dans le cas où un matériel serait indisponible.

ARTICLE 14

La liste des personnes habilitées à signer les bons de commande sera transmise par la collectivité territoriale lors de la notification du marché.

ARTICLE 15

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté pour eux-mêmes et leurs sous-traitants éventuels les assurances pour couvrir :

- les responsabilités envers le tiers (dont le maître d'ouvrage et l'assistant au maître d'ouvrage ainsi que leurs préposés) pour tout dommage corporel, matériel et immatériel, quel qu'ils soient, à l'occasion des travaux ;
- les biens susceptibles d'être sinistrés à l'occasion des travaux ;
- les responsabilités de bon fonctionnement et décennale ainsi que tout dommage immatériel s'y rattachant et ce par un contrat de capitalisation.

ARTICLE DERNIER : DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (applicable aux marchés publics de fournitures courants et de services)

Ne s'appliquent pas au présent marché les articles 3.11, 4, 7.1, 8.1, 10, 11, 14, 15, 16, 20, 23.1 et les articles 36 à 56 inclus du CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services.

Désignation du signataire du marché pour le titulaire :

A, le

Signature :